

**IRAN 2013 :**  
**LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE SE PRÉPARE-T-ELLE**  
**A NOUER UN DIALOGUE DIRECT**  
**AVEC LES ETATS-UNIS ?**

PAR

LOUIS RACINE (\*)

*« Nous ne sommes pas des libéraux  
comme Allende [et Mossadegh]  
prêts à se faire moucher par la CIA ».*

Ali Khamenei, *Ettela'at*, 5 mars 1981 (1)

Le 6 novembre 2008, deux jours après la victoire de Barack Obama à l'élection présidentielle américaine, Mahmoud Ahmadinejad lui écrivait, au nom de « *la nation iranienne, grande bâtisseuse de civilisation et en quête de la justice* », une lettre publique exhortant le futur Président à répondre aux attentes de « *changement fondamental dans la politique du gouvernement américain* ». Le 19 mars 2009, quelques mois après avoir prêté serment, Barack Obama exprimait son souhait, dans un message télévisé à l'occasion du nouvel an iranien, de « *parler directement au peuple et aux dirigeants de la république islamique* » (2). Premier geste d'une politique de la « main tendue » promise pendant la campagne présidentielle pour casser la défiance entre les Etats-Unis et l'Iran, ce message fut accueilli avec réserve par le Guide suprême : « *Si les Etats-Unis gardent leur main de fer sous leur gant de velours, ce geste n'aura ni signification ni valeur* ».

Près de quatre ans plus tard, après la répression du mouvement de contestation iranien de 2009, l'enlisement des négociations sur le nucléaire, l'approfondissement des sanctions et la résurgence des menaces de frappes militaires, la question du dialogue direct entre les Etats-Unis et la république islamique refait surface dans un contexte difficile pour Téhéran.

A première vue et côté iranien, cette question du dialogue paraît absurde, tant nous sommes habitués au folklore anti-américain qu'on retrouve inévitablement dans tous les reportages sur l'Iran : foules d'hommes barbus et de femmes en tchador criant « A bas l'Amérique ! » tous les vendredis

(\*) Doctorant au Centre d'analyse et d'intervention sociologique (EHESS, France).

(1) Cité par Ervand ABRAHAMIAN, *Khomeinism. Essays on the Islamic Republic*, University of California Press, Los Angeles, 1993, p. 111.

(2) Cf. le site Internet [www.youtube.com/watch?gl=FR&v=HY\\_utC-hrjI](http://www.youtube.com/watch?gl=FR&v=HY_utC-hrjI).

à la prière, fresques représentant la Statue de la liberté à tête de mort, la dénonciation régulière du « Grand Satan » dans la bouche des plus hautes autorités religieuses et politiques. Et pourtant, malgré cette opposition de principe, qui fait partie des piliers idéologiques de la république islamique, le problème de l'établissement d'un lien direct avec les Etats-Unis revient de façon récurrente dans les débats au sein de l'élite politique iranienne et ne se limite pas aux prises de position de membres de l'opposition en exil. En effet, si l'établissement d'un dialogue direct avec Washington confirmerait, au moins sur le plan diplomatique, la place incontournable de Téhéran dans la région, les décennies de méfiance et de rivalités multiples entre les deux pays ont créé un climat de paranoïa où la compromission est présumée par l'échange, même le plus simple.

Depuis la publication du rapport de l'AIEA de novembre 2011, l'Iran subit une pression accrue sur son programme nucléaire. Cela se traduit d'abord par la formulation récurrente, par le gouvernement israélien, de menaces de frappes sur les sites iraniens, avant même que le programme n'atteigne une « zone d'immunité » ou ne franchisse une « ligne rouge », selon les discours. Cela se manifeste surtout et de façon directement visible par un régime de sanctions très dur – bâti à partir des résolutions du Conseil de sécurité et complété par les mesures américaines et européennes successives. En janvier 2012, l'interdiction de transactions financières et l'adoption de l'embargo sur les importations de pétrole iranien par l'Union européenne – précédé par les restrictions imposées par les Etats-Unis – ont constitué un choc psychologique pour l'Iran : en un an, tandis que les exportations de brut ont diminué de 40%, le rial a perdu les deux tiers de sa valeur par rapport au dollar et la crise économique déjà perceptible auparavant s'est aggravée sous l'effet de la panique et de l'incurie du gouvernement Ahmadinejad. Pendant ce temps, les négociations qui avaient repris entre l'Iran et le groupe E3+3 (3) au mois d'avril n'ont abouti à aucune avancée concrète.

A l'été 2012 puis à l'automne, les rumeurs d'une série de rencontres secrètes entre les représentants américains et iraniens, rapidement démenties de chaque côté, ont été, après toute une série de signaux par des personnalités « pragmatiques » du régime, à l'origine de débats nourris à Téhéran sur ce qui constitue pourtant l'axe majeur de la politique de la république islamique depuis trente ans. Alors que la réélection d'Obama en novembre 2012 ouvre de nouveau la possibilité d'un dialogue entre les deux pays, la république islamique s'interroge sur l'opportunité d'atténuer une pression internationale qui amplifie ses propres problèmes. La problématique de la reprise du dialogue direct avec les Etats-Unis occupe une place centrale dans le face-à-face entre l'Iran et la « communauté

(3) Le groupe E3+3 (ou P5+1) constitue l'interface de négociations avec l'Iran sur le nucléaire. Il comprend les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie), l'Allemagne et l'Union européenne (par le biais de son Haut Représentant Catherine Ashton).

internationale » sur la question nucléaire. Aujourd'hui enfermée dans une posture de défiance, la république islamique semble consciente des limites de sa propre politique, mais craint aussi de rompre avec un *statu quo* entretenu par Téhéran et Washington depuis plus de trente ans.

#### LES ETATS-UNIS, UN « ENNEMI » FASCINANT

Les relations entre Téhéran et Washington restent marquées par un double traumatisme : celui de la participation des Etats-Unis au coup d'Etat contre Mohammed Mossadegh en 1953 et la prise de l'ambassade américaine par les étudiants « suivant la ligne de l'Imam » le 4 novembre 1979. Dès lors et depuis trente-trois ans, à quelques exceptions près, les deux Etats n'ont pas entretenu de relations directes et officielles. C'est l'ambassade de Suisse à Téhéran qui représente les intérêts des Etats-Unis – et symétriquement celle du Pakistan à Washington – et les libérations d'otages (comme, récemment pour les trois randonneurs emprisonnés à l'été 2009 pour « espionnage ») se réalisent par le biais d'intermédiaires discrets, comme le Sultan d'Oman. La télévision officielle comme la presse autorisée diffusent très régulièrement des reportages sur les complots organisés par Washington pour faire tomber la république islamique. Le succès des chaînes télévisées basées aux Etats-Unis (VOA Persian News Network, aujourd'hui en perte de vitesse par rapport à la chaîne britannique BBC Farsi, Manoto) et la floraison de sites d'opposition sont vus comme des outils privilégiés de dialogue direct entre Washington et la population iranienne.

La rupture des liens diplomatiques directs n'exclut cependant pas toute forme de communication, mais cantonne celle-là au seul domaine sécuritaire. Le Liban dans les années 1980 (prises d'otages de ressortissants américains (4), attentats meurtriers), puis l'Afghanistan et surtout l'Iraq à partir de 2003 ont fourni une matière très riche pour ce type de signaux à l'attention des Etats-Unis.

Toutefois l'accroissement de la pression sur l'Iran depuis 2010 – notamment la résurgence du débat sur les frappes aériennes israéliennes – a poussé le pays à adopter une posture déclaratoire en matière de défense beaucoup plus agressive, résumée par la formule « répondre aux menaces par les menaces ». La république islamique multiplie ainsi les manœuvres militaires, les tirs de missiles toujours plus performants et même les menaces (à l'instar de l'amiral Habibollah Sayyari annonçant le 28 décembre 2011 que la fermeture du détroit d'Ormuz serait aussi facile pour l'Iran que de « boire un verre d'eau » (5)). Néanmoins, devant le tollé international provoqué par ces déclarations qui, bien qu'orientées en direction des Etats-Unis, ont été aussi entendues par des partenaires-clefs de la république islamique

(4) Cf. les mémoires d'un des négociateurs de l'ONU sur cette question, Giandomenico Picco, *Man Without a Gun*, Times Books, New York, 1999.

(5) Cf. le site Internet [www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-16348633](http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-16348633).

comme la Chine (6), ont poussé les Iraniens à adopter un discours plus subtil. C'est ainsi que les drones américains sont devenus un sujet récurrent de controverses depuis le début de l'année 2012 : capture d'un drone RQ 170 dans le nord-est de l'Iran en février, revendication de la fabrication du drone ayant survolé Israël – avant d'être abattu – en septembre, interception d'un drone d'observation au large des côtes iraniennes en novembre.

Parallèlement à cette relation difficile, marquée par l'amertume des occasions ratées ou la méfiance telle qu'elle est alimentée par le discours officiel, l'Amérique fascine les Iraniens. Cette attraction est ancienne, puisqu'elle s'est forgée au cours de décennies d'échanges et de migrations déséquilibrées : on compte près d'un million et demi d'Iraniens aux Etats-Unis, contre quelques rares touristes américains en Iran. Chaque année, on estime à près de 200 000 le nombre de jeunes Iraniens diplômés qui émigrent dans un contexte de crise économique chronique où les opportunités de travail sont limitées et les Etats-Unis sont une destination prestigieuse, même si elle n'est pas toujours accessible.

Alors que les *fast-foods* constituent le type de restaurant le plus commun à Téhéran et que les films hollywoodiens piratés sont largement diffusés, plusieurs enquêtes montrent que les Américains disposent d'une bien meilleure image que les Britanniques, les Russes – dont les appétits impérialistes jusqu'aux années 1950 ont marqué l'histoire de l'Iran – ou les Israéliens. C'est ce sentiment ambivalent d'attraction et d'amertume qui traverse largement l'élite et la population iranienne et qui inquiète, car il représente une arme politique potentiellement décisive pour un groupe ou une faction au sein du régime. Dans l'histoire contemporaine de l'Iran, les tendances en difficulté ont toujours cherché à renverser le rapport de force intérieur en obtenant le soutien d'un allié extérieur, que ce soit pendant la révolution constitutionnelle de 1905-1911 ou pendant les douze ans qui séparent la déposition de Reza Shah du coup d'Etat contre Mossadegh (7).

Depuis 1979, les factions radicales de la république islamique, qui sont souvent l'émanation d'organes spécialisés, ont ainsi une longue histoire de sabotage des initiatives de rapprochement ou de détente, notamment avec les Etats-Unis. Ainsi, craignant vraisemblablement une remise en cause de leur mainmise sur la politique iranienne au Liban – marquée par l'internationalisme islamique –, l'aile radicale avait révélé en 1986 l'existence d'un arrangement secret entre Téhéran et Washington (l'affaire Iran-Contra), provoquant un scandale aux Etats-Unis (8). Le procès, puis l'exécution en

(6) Le ministère chinois des Affaires étrangères aurait exprimé son désaccord avec ces paroles.

(7) Pour un aperçu de l'histoire contemporaine de l'Iran et la question des rapports avec l'étranger, cf. Jean-Pierre DIGARD / Bernard HOURCADE / Yann RICHARD, *L'Iran au XX<sup>e</sup> siècle*, Fayard, Paris, 2007.

(8) Cf. Hussein BANAI / James BLIGHT / Malcolm BYRNE / John TIRMAN, *Becoming Enemies. US-Iran Relations and the Iran-Iraq War, 1979-1988*, Rowman & Littlefield Publishers, Washington, 2012.

août 1987 de Mehdi Hashémi – officiellement pour « sédition (9) » –, principal auteur des fuites et figure majeure du courant radical, n'aboutit pas à une reprise du canal direct et secret par Téhéran. De même, les dégâts médiatiques de l'affaire Iran-Contra pour l'administration Reagan ne poussèrent pas Washington à relancer une tentative directe.

#### AHMADINEJAD, MEILLEUR AMI DE L'AMÉRIQUE

Paradoxalement, c'est Mahmoud Ahmadinejad qui s'est illustré depuis 2005 comme le plus farouche partisan d'un rapprochement avec les Etats-Unis. En effet, la virulence de ses discours contre l'injustice de l'ordre mondial à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies ou contre l'existence même d'Israël, allié essentiel de Washington au Moyen-Orient, a masqué les initiatives inédites du Président iranien. Ainsi, dépourvu d'expérience diplomatique à son arrivée à la présidence, Mahmoud Ahmadinejad avait, dans un geste inédit, écrit à George W. Bush en 2006, l'invitant à « *revenir dans la voie de la religion* ». Par la suite, le Président iranien a multiplié les signaux, souvent maladroits – car prisonnier d'une rhétorique néo-révolutionnaire et populiste – en direction des Etats-Unis.

Arrivé au pouvoir grâce au soutien du Guide suprême, qui a vu en lui le fossoyeur de l'expérience réformiste avec ses velléités de « *démocratie islamique* » (10) et qui a mis toute son énergie pour rassembler les « bataillons » sécuritaires et conservateurs du régime derrière lui, Mahmoud Ahmadinejad ne disposait pas, malgré son indéniable sens politique, d'un réseau de clientèle suffisamment solide pour construire sa propre faction. Pour y parvenir, il a développé une idéologie nationaliste et anticléricale – insistant sur son lien direct avec le douzième Imam du chiisme. Derrière cette stratégie idéologique et politique se trouve Efsandiar Rahim Mashaïe, directeur de cabinet et ami intime du Président. Ambitieux, formé dans les services de renseignement du régime et expert des questions culturelles, Mashaïe est apparu comme l'artisan de cette politique parallèle de rapprochement avec les Etats-Unis, à l'écart des circuits du ministère des Affaires étrangères.

Déclarant en juillet 2008 que « *L'Iran est un ami des nations américaine et israélienne* », Efsandiar Rahim Mashaïe a multiplié depuis 2005 les tentatives de contact avec les Etats-Unis à travers des prétextes économiques et culturels – il détient plus de 17 titres officiels. La personnalité de Mashaïe fait cependant scandale dans les milieux conservateurs et religieux, qui voient en lui une véritable menace existentielle. Sommé de s'expliquer en

(9) Cf. Ervand ABRAHAMIAN, *Tortured Confessions. Prison and Public Recantations in Modern Iran*, University of California Press, Berkeley, 1999.

(10) Notamment, les projets de réduction des prérogatives du Guide suprême et des organes qu'il contrôle – à travers le jeu des nominations ou des élections indirectes – au profit des institutions élues au suffrage universel. Sur le conflit sur la forme du régime depuis 1989, cf. Saïd Amir ARJOMAND, *After Khomeini. Iran under his successors*, Oxford University Press, New York, 2009.

2008, Mashaïe s'est vu obligé de démissionner du poste de premier vice-Président en juillet 2009, sur ordre de Khameneï lui-même. Depuis 2011 cependant, identifié comme l'éminence diabolique – déviationniste – derrière le Président, il a été la cible systématique des conservateurs, qui sont parvenus à l'écartier de la scène.

Sans constituer à proprement parler une ouverture au dialogue direct avec les Etats-Unis, la tentative d'obtenir un accord sur la fourniture de combustible pour le réacteur de recherche de Téhéran (TRR) sous l'égide de l'AIEA en octobre 2009 à Genève représente l'effort diplomatique le plus sérieux de l'administration Ahmadinejad pour remporter un succès international. Considéré comme une mesure de confiance (11) pour débloquer les négociations – puisque la question de l'enrichissement comme celle des dimensions problématiques du programme iranien n'étaient pas traitées –, le projet d'accord fut sabordé en Iran – avant d'être abandonné par la communauté internationale (12) –, dans un exemple caractéristique du blocage du cœur du régime face à ce qu'il percevait comme une menace.

La réélection frauduleuse de Mahmoud Ahmadinejad (13) avait alors provoqué le plus important mouvement de contestation qu'avait connu la république islamique en trente ans d'existence et le régime, affaibli à l'extérieur – et obsédé par l'idée d'un complot dirigé depuis l'étranger –, ne souhaitait vraisemblablement pas conclure un accord en position de faiblesse qui pourrait être assimilé à une capitulation. Le Président, en s'investissant personnellement sur le dossier, s'arrogeait des prérogatives que la tradition politique de la république islamique ne lui accordait pas. Certes, il est la figure la plus visible du régime à l'étranger, avec le ministre des Affaires étrangères – mais il n'est ni le seul, ni le plus important décideur dans les questions internationales. Dans ce processus très complexe, où s'affrontent régulièrement les intérêts des différents piliers du régime (milieux économiques, administrations civiles, corps des pasdaran, services du renseignement), c'est en effet le Guide suprême qui tranche en dernier recours et qui traduit, par sa décision, le consensus du système.

Malgré l'échec répété de ses tentatives, Mahmoud Ahmadinejad n'a jamais abandonné l'idée d'une reprise d'un dialogue direct avec les Etats-Unis.

(11) Pour résumer, il s'agissait – pour la communauté internationale (France et Russie en particulier) – de fournir à l'Iran du combustible formé d'uranium enrichi à 20% pour le TRR, en échange de l'exportation d'une partie significative du stock iranien d'uranium enrichi à 3,5.

(12) Dans un essai de revitalisation, Téhéran tenta d'obtenir avec la Turquie et le Brésil ce qu'il n'avait pas eu à l'automne, avec la déclaration de Téhéran du 17 mai 2010. Entre-temps, les conditions avaient changé et, le 6 juin, le Conseil de sécurité adoptait la résolution 1 929.

(13) Ce point a suscité des controverses dès le matin du 13 juin 2009, jour d'annonce des résultats. En résumé, les tenants de la régularité du processus électoral – lui-même marqué par des mécanismes de pré-sélection autoritaires – invoquent les sondages (contestables méthodologiquement) et insistent sur la « base rurale et populaire » de Mahmoud Ahmadinejad – par opposition à l'orientation supposée pro-Moussavi des classes moyennes et éduquées des grandes villes. Les déclarations des responsables sécuritaires avant le scrutin, les anomalies statistiques des résultats officiels et la politique répressive des autorités dès les derniers jours de la campagne électorale pointent au contraire la mise en œuvre d'un véritable « coup d'Etat électoral ». On pourra consulter les sites Internet [www.chathamhouse.org/publications/papers/view/109081](http://www.chathamhouse.org/publications/papers/view/109081) et [cadmus.eui.eu/handle/1814/22564](http://cadmus.eui.eu/handle/1814/22564).

Ainsi, dans un entretien au *Washington Post* en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2012, Ahmadinejad a marqué encore une fois la nécessité d'un dialogue : « *Les peuples iraniens et américain sont amicaux. Je suis persuadé que certaines questions majeures doivent être discutées une fois que nous seront passés de l'autre côté de l'atmosphère politique américaine* » (14). Cependant, alors que les mois précédant l'élection du 6 novembre correspondaient à une sorte de flottement du fait de la campagne américaine, la position du Président iranien s'est considérablement affaiblie. L'échec de la tentative de coup de force d'Ahmadinejad sur le ministère du Renseignement (avril 2011), la défaite de ses partisans aux élections parlementaires de mars 2012, sa gestion catastrophique de la crise économique et la perspective des élections le 14 juin prochain – auxquelles il ne peut se représenter – diminuent la portée de ses déclarations.

#### L'ACTIVATION DES ANCIENS RÉSEAUX ET LA REPRISE DU THÈME DE LA « DÉTENTE »

De fait, l'aggravation du climat international au début de l'année 2011 s'est accompagnée d'un retour médiatique de personnalités appartenant aux réseaux diplomatiques construits pendant les présidences de Hashémi Rafsanjani (1989-1997) et de Mohammad Khatami (1997-2005). Par rapport à l'équipe actuelle de négociateurs, menée par Saïd Jalili depuis 2007, qui a du mal à voir les relations internationales en dehors du prisme iranien, ces diplomates-là, souvent éduqués à l'étranger, sont familiers des deux cultures, iranienne et occidentale. Écartés des positions de pouvoir à partir de 2005, ils s'expriment avec une relative liberté sur le dossier nucléaire et, plus largement, sur l'état des relations entre l'Iran et les Etats-Unis. Leur discours, marqué par le nationalisme iranien, mais aussi par leur formulation réaliste et rationnelle des relations internationales, laisse transparaître une critique de la politique diplomatique de l'Iran depuis l'arrivée d'Ahmadinejad à la présidence, mais aussi de l'impasse dans laquelle mènerait la politique occidentale et américaine.

La figure d'Hossein Moussavian, ancien ambassadeur en Allemagne (1990-1997), porte-parole de l'équipe de négociateurs iraniens sur le nucléaire entre 2003 et 2004 et désormais professeur invité à l'Université de Princeton, est représentative de ce réseau. Poursuivi par le gouvernement Ahmadinejad pour espionnage en 2007 – dans ce qui ressemble à une tentative de règlements de comptes interfactionnels – avant d'être acquitté, Hossein Moussavian s'est ainsi illustré par plusieurs dizaines d'interventions dans la presse américaine et internationale sur la nécessité d'une résolution

(14) Cf. David IGNATIUS, « An interview with Iran's president Mahmoud Ahmadinejad », *Washington Post*, 23 sept. 2012, disponible sur le site Internet [www.washingtonpost.com/blogs/post-partisan/post/an-interview-with-irans-president-mahmoud-ahmadinejad/2012/09/23/2a645816-05d3-11e2-afff-d6c7f20a83bf\\_blog.html](http://www.washingtonpost.com/blogs/post-partisan/post/an-interview-with-irans-president-mahmoud-ahmadinejad/2012/09/23/2a645816-05d3-11e2-afff-d6c7f20a83bf_blog.html).

diplomatique de la crise nucléaire, tout en détaillant les conditions d'un tel accord. Critique de la faiblesse des négociateurs iraniens depuis 2005 (15), il dénonce surtout l'aveuglement et l'hostilité des Occidentaux et insiste sur la rationalité et le pragmatisme du Guide suprême, lequel « *accueillerait volontiers une relation saine avec les Etats-Unis, fondée sur le respect mutuel, la non-interférence et l'arrêt de l'intimidation, de l'oppression et de l'hostilité* » (16).

Le statut d'Hossein Moussavian reste cependant ambigu – il est difficile de savoir s'il s'exprime en son nom personnel ou s'il traduit, par ses articles dans les médias anglophones, les convictions d'un courant « pragmatique » au sein du régime. Il n'est pas seul et, sans parler à proprement parler de lobby unifié, de nombreux Iraniens, éduqués aux Etats-Unis, qui y résident ou qui écrivent en anglais, relaient largement ce type de raisonnement au sein de groupes comme le National Iranian American Council par exemple.

Outre cette nébuleuse qui s'exprime depuis l'étranger, on assiste au retour d'un discours favorable à une reprise du dialogue avec les Etats-Unis émanant de figures proches d'Hashémi Rafsanjani. Figure principale du régime au début des années 1990, Hashémi Rafsanjani avait su développer un réseau de « technocrates islamiques » dans tout l'appareil d'Etat. Il s'était aussi illustré, pendant ses deux mandats, par plusieurs tentatives de contacts « pragmatiques » avec les Etats-Unis – notamment en proposant de supprimer le slogan « mort à l'Amérique » de la prière hebdomadaire ou lorsqu'il préparait d'accorder une concession à la compagnie pétrolière CONOCO –, systématiquement avortés (17). Néanmoins, depuis sa défaite aux élections présidentielles de 2005 face à Ahmadinejad et surtout la crise de 2009 (18), il a perdu une grande partie de son influence. Hassan Rohani, par exemple, fait partie de ce réseau : longtemps député, responsable militaire important dans la guerre contre l'Iraq, il a surtout été secrétaire du Conseil suprême de sécurité et, à ce titre, principal artisan des négociations entre l'Iran et la Troïka européenne (Allemagne, France, Royaume-Uni) entre 2003-2005.

Détenant toujours des positions importantes dans le régime – il est membre de l'Assemblée des experts et du Conseil de discernement des intérêts du régime –, Rohani aurait, selon des sites proches d'Ahmadinejad, voyagé à Vienne sans son habit clérical au mois de mars 2012, pour préparer le cycle de négociations sur le nucléaire avec le groupe des E3+3 à Istanbul.

(15) Cf. Hossein MOUSSAVIAN, *The Iran Nuclear Crisis, a Memoir*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 2012.

(16) Cf. Hossein MOUSSAVIAN, « Iran-US hostilities must stop », *The National Interest*, 20 sept. 2012.

(17) Sous l'effet conjugué des radicaux en Iran et de l'opposition acharnée d'une partie de la classe politique américaine. Cf. Kenneth POLLACK, *The Persian Puzzle. Deciphering the Twenty-five Year Conflict Between Iran and America*, Random House, New York, 2004.

(18) Hashémi RAFSANJANI, sans s'engager ouvertement en faveur de Moussavi, avait exposé ses critiques vis-à-vis de la répression lors de la prière du vendredi du 17 juillet 2009, ce qui lui avait valu de nombreuses attaques de la part des ultra conservateurs et avait accentué sa marginalisation dans le système.



En mai 2012, dans un entretien accordé au magazine *Mehr Nameh* (19), il a ainsi expliqué : « *Les Américains ont été le principal facteur d'obstruction des négociations [avec les Européens] sur le nucléaire [en 2005...] Puisque les Américains n'étaient pas partie prenante dans les négociations, ils exerçaient une pression de l'extérieur [...] à l'époque, la décision [du système] était que nous ne devons pas négocier avec les Etats-Unis* », malgré les ouvertures du président Bush en mars 2004. Derrière cette vision des causes de l'échec des négociations avec les Européens se profile, en filigrane, le potentiel d'une politique alternative qui peut toujours être mise en œuvre si la décision est prise.

Si les propos d'Hassan Rohani ne se présentent que comme une analyse du passé, distillée au fil des entretiens, il n'en est pas de même pour Sadegh Kharrazi, ancien ambassadeur à Paris et proche du Guide suprême, lorsqu'il s'exprime sur son site d'analyse géopolitique *Iran Diplomacy*, qu'il anime avec une équipe d'anciens diplomates iraniens des années 1990-2000. Dans un éditorial intitulé, « *Iran and the US need to talk* », il exprime ainsi la nécessité d'un dialogue entre les deux pays, pour résoudre leurs différends, mais aussi pour avancer dans le processus de négociation au sein du groupe P5+1. Pour lui, le second mandat de Barack Obama constitue une opportunité nouvelle de marquer « *par des gestes concrets* » la bonne volonté qu'il avait exprimée lors de son élection en 2009.

Paradoxalement, depuis 2009, le camp réformiste est presque totalement silencieux sur la question du nucléaire (20), comme sur celle du rétablissement des relations avec les Etats-Unis, alors que le thème de la « détente » avait été largement repris pendant la campagne présidentielle de 2009 (21). Les héritiers du mouvement de contestation semblent se focaliser sur les problèmes internes de l'Iran, la situation des droits de l'homme et les problématiques sociales (en particulier l'impact des sanctions sur la population), et affichent un faible intérêt pour les questions internationales – notamment la crise syrienne, dans laquelle l'action du gouvernement iranien est pourtant très impopulaire. Après l'article du *New York Times* du 20 octobre – sur l'existence d'un canal direct de dialogue entre Téhéran et Washington –, c'est pourtant le site d'opposition Kaleme qui a relayé l'information – ou la rumeur – d'une rencontre à Washington du conseiller diplomatique du Guide suprême, Ali Akbar Velayati, accompagné du chef du service de renseignement des Pasdaran, Hossein Ta'eb. Le démenti officiel presque immédiat des autorités iraniennes et

(19) Cf. le site Internet [www.esr.ir/Center.aspx?lng=fa&subid=-1&entid=2497](http://www.esr.ir/Center.aspx?lng=fa&subid=-1&entid=2497) et, pour une traduction en anglais, [www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/tehranbureau/2012/05/qa-former-iran-nuclear-negotiator-bush-negotiation-bid-was-rebuffed.html](http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/tehranbureau/2012/05/qa-former-iran-nuclear-negotiator-bush-negotiation-bid-was-rebuffed.html).

(20) On peut cependant noter l'écho relatif de la proposition de l'ancien ministre de l'Intérieur Abdollah Nouri de convoquer un référendum national sur la question du nucléaire en septembre 2012.

(21) Mehdi KARROUBI, représentant de la « gauche islamique », président des 3<sup>e</sup> (1988-1992) et 6<sup>e</sup> Majles (2000-2004), avait ainsi repris les codes de la campagne américaine – formant une sorte de « ticket » avec Gholam Hossein Karbatschi, ancien maire de Téhéran et figure du courant technocratique – et le slogan de Barack Obama en 2008 (*taqiir*, « change »).

américaines a cependant confirmé la centralité de cette question dans la politique étrangère des deux pays.

L'ENTRÉE EN SCÈNE DES MILIEUX SÉCURITAIRES  
ET CONSERVATEURS : LES SIGNES D'UNE ÉVOLUTION ?

Depuis la fin de l'été, les rumeurs d'une rencontre entre des représentants iraniens et américains de haut niveau se sont accumulées, obligeant les différents acteurs de la politique étrangère de Téhéran de réagir. Dans un intervalle d'un mois, les deux institutions-clefs que sont les Gardiens de la révolution (*Sepah-e pasdaran*) et le ministère du Renseignement (VEVAK) ont ainsi déployé des efforts de présentation et de commentaire de leur posture actuelle.

Début octobre, *Sobh-e Sadegh*, un des hebdomadaires édités par le Corps des Gardiens de la révolution, publiait un article du général Yadollah Javani, chef du bureau politique du Sepah, intitulé « Les gardiens de la révolution veulent-ils la guerre ? ». L'article revient sur l'évolution de la posture défensive de l'Iran (la doctrine « menaces contre menaces ») en justifiant l'agressivité – qu'il conteste – des pasdaran par la récurrence des menaces américaines et israéliennes. « *Le cœur de la stratégie de dissuasion militaire n'est pas de faire sonner les tambours de la guerre. Le cœur de cette stratégie est de décourager l'ennemi de mettre en œuvre ses menaces [...]. En réalité, il faut dire que la vraie raison pour laquelle la guerre n'a pas eu lieu ces dernières années est la préparation défensive du pays* ». En insistant sur le caractère dissuasif et défensif de la posture iranienne, Yadollah Javani tente de montrer la rationalité de la politique de Téhéran et prépare ainsi la possibilité d'un *modus vivendi* fondé sur la « non-interférence » et l'équilibre.

Moins d'un mois plus tard, le ministère du Renseignement – qui est en concurrence, sur certains dossiers, avec le Sepah – allait plus loin, en publiant sur son nouveau site la conclusion d'un rapport consacré à la menace d'une frappe israélienne sur l'Iran (22). Dans son analyse, outre la formulation de l'importance de la bonne gestion pour surmonter les sanctions (23), le VEVAK met l'accent sur la nécessité morale d'éviter la guerre et de privilégier la diplomatie qui représente l'option « la moins coûteuse ». *L'establishment* sécuritaire iranien a, en effet, suivi avec attention – et parfois avec un certain sentiment de supériorité – la vague de spéculation sur l'opportunité et la forme d'une frappe israélienne sur les installations iraniennes dans la presse occidentale. Les sites d'information iraniens relayant généralement les positions de certains segments de l'appareil militaro-sécuritaire du régime (comme les agences Fars, Javan,

(22) Cf. le site Internet [www.vaja.ir/Public/Home/ShowPage.aspx?Object=News&CategoryID=50d6efe1-1cbe-4f6e-9487-907f49357800&WebPartID=43f81c78-ce1f-4d87-846c-540340f3c860&ID=e5bc0f07-e57d-4f88-ae06-14766041047c](http://www.vaja.ir/Public/Home/ShowPage.aspx?Object=News&CategoryID=50d6efe1-1cbe-4f6e-9487-907f49357800&WebPartID=43f81c78-ce1f-4d87-846c-540340f3c860&ID=e5bc0f07-e57d-4f88-ae06-14766041047c).

(23) Reprise de l'injonction à l'unité du régime formulée par le Guide suprême, en particulier depuis 2009.

Mashregh, Tabnak, etc.) fournissaient ainsi de nouvelles traductions du débat en Israël et dans les pays occidentaux. Conscients de l'impact potentiel d'une telle option et des craintes qu'elle fait naître aux Etats-Unis (notamment dans le discours des militaires), les élites iraniennes suivent avec attention les évolutions de la politique américaine pour tenter d'identifier la meilleure stratégie de négociation.

La réélection de Barack Obama aux élections de novembre a été vue comme une chance par l'ensemble de la classe politique iranienne. En effet, si le Président américain a permis, en dépit d'une politique moins brutale que celle de son prédécesseur, la mise en place du régime de sanctions le plus dur qu'ait connu la république islamique (24), il a exprimé sa réticence à envisager l'usage de la force contre l'Iran. Les divergences publiques entre l'administration Obama et le gouvernement Netanyahou sur la menace militaire (25) ont ainsi été suivies avec attention à Téhéran (26). La volonté de dialogue de Barack Obama constitue de fait la meilleure garantie contre un conflit où la république islamique serait forcée de faire des choix difficiles.

La conjonction des rumeurs de contacts directs et la réélection du Président américain ont provoqué une série d'interventions de personnalités conservatrices – celles qui s'étaient en particulier opposées avec virulence au projet d'accord sur le TRR porté par Mahmoud Ahmadinejad en octobre 2009. Ces figures sont proches du Guide suprême, qui a encouragé leur ascension dans le système depuis une vingtaine d'années, et sont bien placées, après leur succès aux élections législatives du mois de mars 2012 (au sein de la coalition du Front unifié des fondamentalistes), pour les présidentielles – et municipales – de juin 2013. Ainsi, Manoutchehr Mottaki, ancien ministre des Affaires étrangères sous Ahmadinejad – et limogé en pleine visite officielle au Sénégal en novembre 2010 – a dit en octobre, dans une critique évidente des efforts de l'administration iranienne actuelle, que la question des relations avec les Etats-Unis n'était pas limitée à une faction mais revêtait un intérêt national. Déplorant l'absence de volonté de dialogue à Washington, il a cependant déclaré : « *Nous devons faire attention à ce que la situation de non-dialogue ne nous soit pas imposée* » (27).

D'autres personnalités, comme les frères Larijani, se sont exprimées avec clarté sur la nécessité d'établir un canal de communication avec les Etats-Unis au nom de la survie de la république islamique. Mohammad Javad, président du Conseil des droits de l'homme, aurait ainsi déclaré : « *Si les intérêts du régime l'exigent, nous discuterons avec les Etats-Unis même en Enfer. [...] Les discussions avec les Etats-Unis ne sont ni un interdit, ni un tabou* ». Son frère, l'ayatollah Sadegh Amoli Larijani, chef du pouvoir

(24) Notamment le vote de la résolution 1 929 du Conseil de sécurité par la Chine et la Russie.

(25) Sans parler de l'opposition de figures sécuritaires israéliennes aux orientations du premier ministre Netanyahou.

(26) Cf. Farideh FARHI, « What to do about US sanctions and Israeli threats : Iran's muted nuclear debate », *Middle East Brief* (Brandeis Center for Middle East Studies), n° 61, avr. 2012.

(27) Cf. « Principlists in Iran talk of "negotiations and compromise" », *Rooz online*, 13 nov. 2012.

judiciaire, insistait sur la nécessité d'être sur un pied d'égalité avant d'engager des négociations : « *Les relations avec les Etats-Unis ne sont pas faciles et ne peuvent être rétablies du jour au lendemain [...]. Les Américains ne devraient pas croire qu'en venant à la table de négociation, ils peuvent nous arracher des concessions* ».

Alors que la fraction dominante des milieux conservateurs s'est emparée de la question, les milieux radicaux (28) continuent d'exprimer leur refus d'un quelconque dialogue – il a même été interprété que la rumeur, quels que soient ses fondements, de la visite de Velayati à Washington avait été diffusée pour compromettre le retour de ce dernier sur le devant de la scène politique). C'est ainsi que Morteza Nabavi, le rédacteur en chef du journal ultra *Resalat*, aurait dit lors de l'assemblée mensuelle de la Société islamique des ingénieurs (organe important du courant conservateur) : « *Si certains dans le pays veulent présenter la notion que nous devons faire des compromis sur la question nucléaire pour alléger les sanctions, ils le disent par ignorance ou par trahison* ». L'arrestation de l'un des fils d'Hashémi Rafsanjani à son retour du Royaume-Uni en septembre dernier représente peut-être un gage pour ces milieux, dans le débat interne. Mehdi Hashémi Rafsanjani, au Royaume-Uni depuis 2009, avait joué un rôle important dans les coulisses de la campagne de Mir Hossein Moussavi, est accusé depuis de corruption et d'espionnage par ces milieux radicaux. De plus, la capacité d'une cellule autonome (*khodsar*) de militants capables de saboter une initiative de dialogue (par un attentat ou un enlèvement par exemple) reste un sujet d'interrogation. Avant de parvenir à une décision, la république islamique devra donc créer les conditions de son équilibre et de son propre consensus interne.

#### ALI KHAMENEI, DÉCIDEUR EN DERNIER RECOURS...

Clef de voûte du système, arbitre et décideur en dernier recours, Ali Khamenei détient sur la question une responsabilité immense. Alors que le régime iranien s'est consolidé autour de la figure du Guide, c'est sur lui que repose la décision finale quant au rétablissement des liens avec les Etats-Unis. La méfiance du Guide suprême envers les Etats-Unis est bien documentée (29), cela, dès les premiers jours de la révolution. Il dénonce presque systématiquement dans ses discours les ambitions hégémoniques de Washington et son souhait de contraindre l'Iran à rester dans un rapport de soumission et d'arriération. Cette vision est le produit de l'expérience personnelle d'Ali Khamenei pendant la révolution, lorsqu'il s'opposait au

(28) Depuis le tournant « réformiste » de la « gauche islamique » dans les années 1990, les ultras du régime appartiennent désormais aux milieux fondamentalistes fascistes issus de la nébuleuse sécuritaire.

(29) Pour une vision plus précise, on pourra se référer à l'étude très complète de Karim Sadjadpour, *Reading Khamenei*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 2009. On peut également consulter directement l'intégralité du texte de ses discours sur le site Internet officiel du Guide suprême iranien [english.khamenei.ir](http://english.khamenei.ir).

régime du Shah, allié à Washington, mais aussi à la politique américaine depuis 1979 : soutien à l'Iraq dans sa guerre contre l'Iran entre 1980 et 1988, « refus » d'accepter l'existence de la république islamique ou soutien politique et militaire à Israël et aux monarchies arabes du Golfe.

Bien qu'il soit difficile de discerner la posture de la conviction – et la part de l'idéologie – dans le discours du Guide suprême, celui-là semble persuadé que la politique américaine reste celle du changement de régime, bien que cette option, explicitement formulée pendant le premier mandat du président George W. Bush (2001-2004) ait été en principe abandonnée. Davantage qu'une intervention militaire, à la manière de l'Iraq en 2003, la menace principale réside, selon l'ayatollah Khamenei, dans l'« *invasion culturelle occidentale* » ou dans la « *guerre douce* » qui a provoqué la chute des régimes communistes en Europe de l'Est.

Il y a aussi un autre facteur : Khamenei est l'héritier de l'ayatollah Khomeiny, le fondateur de la doctrine politique du *velayat-e faqih* (tutelle du juriste religieux) et de la république islamique. Depuis plus de vingt ans, il mène ainsi une politique fondamentalement conservatrice, dans la continuité de ce qui a été amorcé par son prédécesseur. Or, aujourd'hui, du fait de la pression internationale et des sanctions, il se trouve face à un véritable dilemme, dont dépend le sort de la république islamique : parvenir à un accord avec les Etats-Unis au risque d'affaiblir l'un des piliers idéologiques du régime ou poursuivre un *statu quo* de jour en jour moins favorable en raison de l'impact des sanctions et des menaces de frappes militaires. Dans l'histoire de la république islamique, l'acceptation, en 1988, du cessez-le-feu de la résolution 598 (« *boire la coupe de poison* », selon les mots de l'imam Khomeiny) demeure le seul exemple de revirement majeur de Téhéran.

Toutefois, si Ali Khamenei reste méfiant par rapport aux Etats-Unis et si c'est d'abord une posture de défiance qui transparaît dans ses discours, celui-là n'a jamais exclu catégoriquement la possibilité d'un dialogue avec Washington. En janvier 2008, le Guide a ainsi expliqué : « *La rupture des liens avec l'Amérique est une des bases de notre politique. Cependant, nous n'avons jamais dit que nos relations devaient être interrompues pour toujours. (...) Incontestablement, le jour où les relations avec les Etats-Unis seront bénéfiques à la nation iranienne, je serai le premier à les approuver* » (30). L'établissement de relations normalisées entre les deux pays serait donc avant tout une question d'opportunité et non d'idéologie.

L'ambiguïté du discours du Guide suprême prépare ainsi les bases d'un accord possible. L'exemple de la *fatwa* d'Ali Khamenei prohibant « *la production, le stockage et l'usage d'armes nucléaires* » représente dans ce cadre un argument majeur mis en réserve pour de futures négociations. N'apparaissant pas sur le site Internet officiel du Guide, le statut de cette

(30) Discours devant les étudiants de Yazd, 3 janvier 2008.

fatwa reste cependant problématique : elle aurait été formulée à la fin de l'année 2004 selon Hassan Rohani, qui l'aurait invoquée – et aurait proposé de la traduire sous la forme d'une loi – dans ses négociations avec la Troïka européenne avant 2005 ; elle a ensuite été reprise en avril 2010 par le Guide lui-même dans son discours lors de la conférence sur la sécurité nucléaire « L'énergie nucléaire pour tous, des armes atomiques pour personne ». Cette *fatwa* a enfin été reprise au printemps par les négociateurs iraniens, lors des sessions de négociations avec les E3+3 d'Istanbul, Bagdad et Moscou. Toutefois, au nom des intérêts du régime (*maslahat*), le Guide a aussi toujours réservé la possibilité de réviser la politique iranienne – « *Nous n'avons pas d'arme nucléaire et [...] nous n'en produirons pas, mais nous annonçons aussi que si nous sommes attaqués par l'Amérique ou le régime sioniste, notre réponse sera équivalente au niveau de leur attaque* » (31).

Dans le domaine, malgré les signes d'un débat intense à Téhéran, le sommet du régime conserve une position attentiste, se réservant la possibilité d'entamer un revirement, sans engager la république islamique avant de recevoir la confirmation de la « bonne foi » américaine, qui risque cependant d'être difficile à percevoir, tant le climat de méfiance est tenace. Le geste sera néanmoins plus facile que par le passé : le Guide, au pouvoir depuis près de vingt-cinq ans n'a jamais été aussi puissant, en particulier depuis l'élimination des éléments réformateurs du régime et le silence forcé d'une population, abattue par la reprise en main autoritaire de 2009 et la crise économique.

\* \*

\*

Les événements de l'année 2012 semblent avoir provoqué un changement dans la perception par les élites iraniennes de la crise nucléaire : la baisse des exportations de pétrole et l'effondrement de la monnaie nationale, combinés à la gestion économique désastreuse du gouvernement Ahmadi-nejad ont provoqué une crise économique aiguë qui menace la survie même de la république islamique. Alors que la perspective de la reprise du mouvement de contestation de 2009 semble avoir été écartée par la répression et le succès des élections législatives de mars 2012 et que la menace de frappes israéliennes est retardée, la réélection du président Obama offre une opportunité d'entamer un dialogue direct avec les Etats-Unis pour desserrer la pression internationale qui pèse sur l'Iran.

Ce sont cependant les modalités d'une telle reprise qui posent problème, après des décennies de méfiance réciproque et de méconnaissance. Pour l'Iran, qui est aujourd'hui capable de produire plusieurs dizaines de kilogrammes d'uranium enrichi à 20% par mois dans ses usines de Natanz et de Qom et dont le programme nucléaire a drainé ces dernières années des ressources de plus en plus importantes – au détriment de sa propre

(31) Cf. le discours du 20 mars 2012, disponible sur le site Internet [www.khamenei.ir](http://www.khamenei.ir).

économie –, il s'agit de trouver les pistes d'un compromis entre la conservation de ses avancées et l'apaisement du climat de tension actuel.

Outre les modalités, ce qui est en jeu, c'est la capacité de Téhéran – comme de Washington – à prendre la décision à temps ; or, l'inertie, les conflits entre les différentes cliques et l'importance de maintenir des équilibres délicats seront des paramètres-clefs à considérer. Après la séquence électorale aux Etats-Unis et le remaniement de l'équipe de Barack Obama au mois de janvier, 2013 s'annonce comme l'année du choix du prochain Président iranien. Les élections du mois de juin seront donc, pour le régime, l'occasion de présenter un nouveau visage et d'effacer le souvenir douloureux des élections du 12 juin 2009. Ce sera peut-être l'occasion d'un revirement politique, mais la situation internationale le permettra-t-elle ? Dans un environnement moyen-oriental particulièrement complexe et troublé, la possibilité d'une action militaire israélienne contre l'Iran pourrait ruiner la possibilité déjà fragile et incertaine d'une avancée nécessaire à l'apaisement de la tension.

